

la montée du nazisme. Sans écarter les explications classiques de l'échec du parti à enrayer la montée du nazisme (paralysie bureaucratique, conservatisme, sous-évaluation de l'ampleur de la menace...), D.H. construit son argumentation autour des mécanismes internes du parti propres à bloquer toute initiative. Selon elle, la compétition entre les idées novatrices développées par certains sociaux-démocrates en réponse à la crise de la République de Weimar (réformes organisationnelles, ouverture vers les classes moyennes, distanciation à l'égard de l'idéologie marxiste) aurait finalement bloqué toute action efficace. Cette approche originale s'appuie sur le dépouillement de sources jusqu'ici non exploitées, notamment les journaux régionaux du SPD.

HUCKFELDT (Robert), SPRAGUE (John) – *Citizens, politics and social communication, Information and influence in an election campaign*. – Cambridge, Cambridge University Press, 1995. 24 cm, VIII-305 p. Bibliogr. Index. (Cambridge studies in political psychology and public opinion)

R.H. et J.S. partent de l'idée que, dans une démocratie représentative, le vote est une entreprise collective, une expérience sociale, et non un choix effectué dans la solitude. Les citoyens, avant de jeter leur dévolu sur un candidat, reçoivent toutes sortes d'informations et subissent l'influence de leur entourage proche (famille, communauté de voisinage, amis, collègues de travail), ainsi que celle des clubs, associations ou formations politiques auxquels ils adhèrent. Pour mener leur enquête sur les déterminants sociaux du vote, les auteurs ont sélectionné une agglomération urbaine : South Bend, dans l'Indiana, lors de la campagne présidentielle de 1984. Avec toutes les ressources de la science politique empirique, ils se sont efforcés de déceler par quelles voies et par quels canaux l'information circule et la propagande électorale touche les citoyens, par quels réseaux ceux-ci communiquent et discutent entre eux, quels types d'influence ils subissent et exercent les uns sur les autres. Au terme de leurs calculs, ils concluent à l'importance primordiale des facteurs locaux dans toute élection aux États-Unis. Dans chaque localité, il convient de distinguer les données particulières – telles que l'implantation des partis, l'influence des syndicats ou des églises – des mécanismes d'influence et de communication transposables ailleurs. Dans chaque cas, il faut prendre en compte les modes de diffusion de l'information politique, les réseaux de sociabilité et de communication interindividuelle, ainsi que l'idiosyncrasie propre aux individus. Les électeurs ne sont pas des « imbéciles » manipulés par une information ingérée passivement et retranscrite en choix politiques conformes. La relation entre individu et environnement, vote personnel et contexte social, est stochastique : significative statistiquement, elle autorise l'aléa. Un environnement donné rend probable un choix politique sans le rendre certain. L'individu peut déjouer le calcul de probabilité et réagir de manière imprévue.

KALYVAS (Stathis N.) – *The rise of Christian Democracy in Europe*. – Ithaca, N.Y., Cornell University Press, 1996. 23 cm, X-300 p. Bibliogr. Index. (The Wilder House series in politics, history and culture)

Dans une étude comparative qui se réclame à la fois de la science politique et de l'histoire, S.N.K. analyse comment et pourquoi, au cours de la période 1860-1920, sont apparus de futurs partis démocrates chrétiens dans cinq pays d'Europe occidentale – Belgique, Pays-Bas, Autriche, Allemagne, Italie – alors qu'en France cela ne s'est pas produit. Il propose un modèle de formation des partis prenant à la fois en considération l'identité politique, la mobilisation, l'organisation et met en évidence les préférences des acteurs, leurs stratégies et les résultats atteints. Selon lui, au XIX^e siècle, l'émergence des partis confessionnels n'est ni directement le fait de l'Église, ni celui des élites conservatrices ; il considère que l'organisation de ces partis sur une base religieuse a été le résultat non voulu de stratégies arrêtées par des acteurs politiques conditionnés par le conflit entre l'Église et l'État. Il explique les particularités du cas français et souligne que, dans les autres pays considérés, l'origine confessionnelle de certains partis ne les a pas empêchés de devenir des forces laïques gouvernant dans des sociétés laïques. Il est effectivement intéressant de revenir sur cette période qui a largement influencé la configuration actuelle des partis politiques en Europe occidentale.